

Le gouvernement a fait imprimer ce projet de loi avec l'argent des contribuables pour les convaincre de quelque chose qui n'est pas. C'est un miroir aux alouettes. Les gens vont se laisser bernier. Ils vont croire que le gouvernement fait un effort. Partout au Canada, le gouvernement va dire qu'il a pris des mesures pour s'assurer que les recettes provenant de la TPS ne servent à rien d'autre.

Mais pourquoi donc empêcher cela? À supposer que, demain, le gouvernement adopte une nouvelle politique sur l'octroi de contrats de publicité concernant les mesures prises par le gouvernement du Canada. Combien va-t-il dépenser pour faire la publicité de ce nouveau fonds? Je me le demande.

Le député de Calgary-Nord-Est connaît bien les façons de faire du gouvernement lorsqu'il est question de publicité. Il a déjà porté sa bannière et il connaît ses habitudes. Il doit comprendre que le gouvernement répandra toutes sortes de faussetés dans le cadre de sa campagne publicitaire. Il dépensera des millions de dollars en contrats de publicité qu'il accordera aux gros bonnets conservateurs.

M. Lewis: Naturellement.

M. Milliken: Le solliciteur général dit: «Naturellement». Bien sûr que le gouvernement le fera. Il doit faire la publicité de ce projet de loi et convaincre les Canadiens que leur argent est dépensé intelligemment, ce qui n'est pas le cas.

Il s'agit simplement d'un exercice de relations publiques dans lequel le gouvernement s'est engagé aux dépens des contribuables canadiens. C'est simplement un miroir aux alouettes. Combien le gouvernement dépense-t-il pour faire adopter ce projet de loi à la Chambre? Combien de temps le Parlement aura-t-il perdu à étudier une mesure aussi inepte?

L'étude en comité a duré des mois.

M. Lewis: Asseyez-vous.

M. Milliken: Le solliciteur général m'invite à me rassembler. Comme je sais qu'il veut participer à ce débat, lui aussi, je vais attendre jusqu'à ce qu'il ait terminé ses notes.

Les Canadiens sont conscients que ce projet-là ne vaut rien et que c'est du gaspillage de le faire adopter. Il y aura une nouvelle campagne de publicité comme celles qui ont été lancées pour faire accepter le libre-échange, la TPS et toutes sortes de mesures impopulaires proposées par le gouvernement. C'est toujours la même tactique.

Initiatives ministérielles

Les Canadiens se demanderont pourquoi on dépense de l'argent pour établir un fonds qui ne donnera rien de bon.

Aujourd'hui, j'ai fait inscrire une question au *Feuilleton* demandant combien d'années-personnes, dans la fonction publique, seront affectées à la gestion de ce fonds qui ne fera absolument rien pour aider à réduire le déficit ou la dette nationale du Canada.

J'obtiendrai sans doute une réponse en temps utile, mais on doit bien avoir prévu que quelqu'un devrait se charger d'arranger les livres chaque année et de voir comment il faut s'y prendre. Un employé du vérificateur général fera chaque année une vérification pour s'assurer que le gouvernement a respecté la loi en veillant à ce que l'argent soit viré dans ce compte bidon et ensuite retiré pour payer l'intérêt sur la dette.

Je suppose que nous allons faire toutes ces opérations comptables pour donner au Parti conservateur l'occasion de publier une brochure pour sa campagne ou un document qu'il pourra utiliser pendant les élections pour montrer qu'il a fait quelque chose pour réduire la dette nationale alors qu'il n'a fait qu'aggraver le problème.

Quand on jette un coup d'oeil sur le bilan du gouvernement qui se résume à une litanie de promesses non tenues et quand on songe surtout au système de services de garde d'enfants ainsi qu'à tout le bruit qu'on a fait autour de cette question, on s'imagine bien à quoi il faut s'attendre des promesses faites encore une fois dans ce projet de loi.

Lors de la dernière campagne électorale, le premier ministre a parcouru le pays en déclarant que nous aurions un système de services de garde d'enfants si ce n'avait été de ce Sénat malveillant. Le responsable, c'était le Sénat, un sénat dominé par les libéraux. Heureusement qu'il était dominé par les libéraux, et il est bien dommage qu'il n'en soit plus ainsi. Le solliciteur général le regrette également. Au dire du premier ministre, le sénat a empêché l'adoption de la mesure législative qui aurait instauré un système de services de garde d'enfants au Canada.

Le Sénat a proposé de siéger toute la fin de semaine pour examiner le projet de loi, mais le premier ministre n'a rien voulu savoir. Au lieu de cela, il a préféré dissoudre le Parlement et se présenter devant le peuple en disant que c'était la faute du Sénat si nous n'avions pas de système de services de garde d'enfants.

Or, nous savons maintenant que le gouvernement n'a jamais eu l'intention d'aller de l'avant avec ce projet. Il n'a jamais rien fait en ce sens et, l'autre jour, le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social a dit qu'il n'y